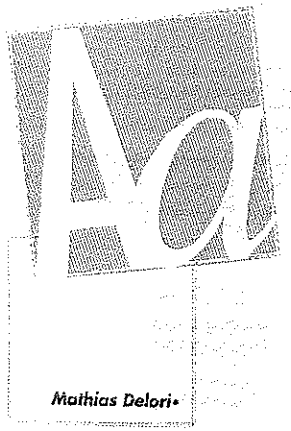


*Mathias Delori**

L'Office franco-allemand pour la jeunesse : une politique d'éducation tournée vers l'avenir

L'histoire des relations franco-allemandes est souvent présentée comme un cas d'école en matière de résolution des conflits. L'histoire n'est en effet pas riche d'exemples de pays qui se sont fait la guerre par trois fois en moins de 70 ans (1870, 1914 et 1939) avant de nouer des relations pacifiques et privilégiées. Un élément joua certainement un rôle majeur dans le succès de cette entreprise : les gouvernements ont cherché à associer les sociétés civiles à leur rapprochement. Ils ont notamment lancé diverses politiques d'éducation en direction des jeunes afin de les socialiser à la cause de la paix. Cet article s'interroge sur la place de l'histoire dans ces politiques franco-allemandes d'éducation. Les pédagogues et les éducateurs franco-allemands ont-ils cherché à « travailler les mémoires » ? Se sont-ils efforcés de corriger les images et les récits nationaux que les jeunes pouvaient apprendre à l'école ? D'une manière plus générale, comment ont-ils fait face à l'héritage du passé conflictuel ?

Une partie de cette histoire est déjà écrite. On dispose en effet de plusieurs études sur la révision du contenu des manuels d'histoire. R. Riemenschneider a en effet montré qu'une commission paritaire d'historiens français et allemands fut créée dès les années 1930 afin d'étudier les possibilités d'une modification, dans un sens pacifique et post-nationaliste, de ces ouvrages (Riemenschneider 2007). On sait par ailleurs que cette révision advint au lendemain de la Seconde guerre mondiale. En Allemagne, les manuels hérités du régime nazi furent entièrement corrigés par les Alliés (Vaillant 1981). En France, un effort similaire fut entrepris, dans le contexte de la construction européenne, pour corriger l'image de l'Allemagne dans les manuels. Ce processus connut son apogée en 2006 avec la parution d'un manuel d'histoire commun aux deux pays (Defrance et Pfeil 2007) [1].

Cet article complète ce tableau sur la place de l'histoire et de la mémoire dans les politiques franco-allemandes d'éducation à partir d'une focale sur l'autre grand volet de ces politiques : l'Office franco-allemand pour la jeunesse (OFAJ). Cet OFAJ est une institution binationale créée lors de la signature par de Gaulle et Adenauer du traité de l'Élysée en 1963. Ses pères fondateurs lui donnèrent pour

* M. Delori, Chercheur au CNRS, Centre Emile Durkheim / Sciences Po Bordeaux.

mission de mettre en relation un maximum de jeunes Français et Allemands dans le cadre de rencontres scolaires, de camps de vacances, de rencontres sportives... Ces échanges de jeunes prirent un caractère massif pendant une dizaine d'années (300 000 jeunes chaque année). Même si ce volontarisme s'estompa à partir de 1973, on estime quand même à plus de sept millions le nombre de jeunes Français et Allemands qui participèrent à ces échanges subventionnés par les gouvernements (Defrance, Krebs et *al.* 2008 ; Delori 2008 ; Delori 2009 ; Delori 2012).

L'argument développé dans cet article est que les responsables de cette politique d'une part et les organisateurs des rencontres franco-allemandes de jeunes (les associations de jeunesse, les enseignants...) d'autre part n'ont pas fait du travail de mémoire une priorité. Pendant au moins quatre décennies (des années 1960 à 2000), les échanges franco-allemands de jeunes ont baigné dans une idéologie, que l'universitaire M. Cullin a appelé « l'idéologie de la réconciliation » (Cullin 1996), qui proscrivait les références au passé conflictuel en général et à la Seconde guerre mondiale en particulier. On estimait, pour reprendre l'expression d'un fonctionnaire de cet Office franco-allemand pour la jeunesse, que « le meilleur moyen pour tourner la page, ce n'était pas d'ouvrir la plaie et de mettre un doigt dessus » [2].

Cet article se propose d'illustrer l'importance de cette idéologie et d'en comprendre la genèse. Outre la littérature secondaire, l'enquête mobilise deux types de sources : les archives et les entretiens avec les témoins. En ce qui concerne les archives, nous avons travaillé sur les fonds des administrations intéressées par ces échanges de jeunes : administrations françaises [3], ouest-allemandes [4], est-allemandes [5], sans oublier, bien sûr, l'Office franco-allemand pour la jeunesse [6]. Nous avons par ailleurs effectué quatre-vingt entretiens semi-directifs avec des personnes ayant participé à cette aventure : anciens ministres, fonctionnaires, cadres de l'OFAJ et organisateurs de rencontres.

L'argumentation est structurée en trois parties. Dans une première section, nous présentons plus en détails cette idéologie qui invitait les jeunes à se tourner vers l'avenir plutôt que de travailler ensemble l'héritage du passé conflictuel. Nous montrons qu'elle s'apparentait à un discours au sens de M. Foucault, c'est-à-dire à un ensemble de croyances et de dispositifs naturalisés (Foucault 1969). Les deux autres sections proposent une histoire (partielle) de cette problématisation à partir de deux pistes : le contexte mémoriel et le contexte politique.

L'idéologie de la réconciliation

Nous avons employé plus haut l'expression « idéologie de la réconciliation » pour désigner l'ambiance dans laquelle baignèrent les rencontres franco-allemandes de jeunes subventionnées par l'Office franco-allemand. À notre connaissance, l'expression fut employée pour la première fois par Ewald Brass [7] dans un texte écrit au début des années 1980 et publié en 1996 (Brass 1996). Cette expression fut ensuite popularisée par l'universitaire M. Cullin qui a publié de nombreux articles pour critiquer cette posture tournant le dos au « travail de mémoire » [8]. Nous reprenons cette expression à notre compte car elle rend bien compte de la forme prise par l'orientation anti-historique évoquée plus haut : celle d'un « implicite »

(Veyne 2008 : 30), d'un ensemble de croyances naturalisées commune à tout un champ social (Muller 2000), ce que M. Foucault désigne par la notion de « discours » (Foucault 1969).

Il importe, avant d'entrer dans le vif du propos, de relever que l'idéologie de la réconciliation n'est pas un ensemble de normes qu'un « pouvoir politique » – symbolisé ici par l'Office franco-allemand pour la jeunesse – aurait imposé à la société (les organisateurs de rencontre, les jeunes, etc.). La politique d'éducation dont il est question ici n'était aucunement dirigiste. Elle prenait place dans le contexte culturel et politique analysé par L. Harribey dans sa thèse sur les politiques de jeunesse des pays de l'Europe occidentale (Eberhard Harribey 2002). Traumatisées par le souvenir du régime de Vichy et de l'Allemagne nazie, les associations de jeunesse françaises et ouest-allemandes n'entendaient pas voir leur gouvernement intervenir de manière directe dans ce champ social. L'Office franco-allemand pour la jeunesse fonctionna donc selon le modèle de la cogestion (Mitbestimmung). Cela signifie que le discours ou l'idéologie dont il est question ici fut construit, dans l'interaction, par l'ensemble des acteurs intéressés par ces rencontres : l'OFAJ, ses associations partenaires, les pédagogues, les jeunes, etc. Pour Rudolf Herrmann, un ancien cadre de l'OFAJ, il s'agissait d'un « *mot d'ordre implicite et admis par tous : on s'occupe de tout après 1945* » [9]. Les autres témoignages que nous avons recueillis du côté des participants vont dans le même sens : « *entre jeunes, on ne parlait pas de l'histoire car il y avait cette idéologie qui nous disait de ne pas en parler* » [10].

Comme tous les discours, celui-ci se donnait à voir dans quelques dispositifs concrets (Foucault 1975 ; Lascoumes and Le Galès 2004). Dans son ouvrage consacré à l'Office franco-allemand pour la jeunesse, Henri Ménudier remarquait par exemple au détour d'une phrase que « *l'histoire est curieusement absente* » (Ménudier 1988) de la liste des thèmes promus par l'Office franco-allemand pour la jeunesse. Il est vrai que l'article 1.2/ des Directives/Richtlinien se contentait de stipuler que « *a connaissance réciproque implique avant tout une information sur les contextes culturels, économiques, sociaux et politiques qui conditionnent la vie de chaque individu* » [11]. De même, l'Office franco-allemand pour la jeunesse possédait une bibliothèque où les organisateurs pouvaient venir chercher de la documentation pour préparer les rencontres. Or la responsable de cette bibliothèque avait reçu pour consigne de ne pas se procurer d'ouvrage portant sur la période antérieure à 1945 [12].

Nous avons effectué quelques recherches archivistiques chez les principales associations organisant des échanges. Une association historique de la réconciliation franco-allemande, le BILD [13], organisait par exemple régulièrement des rencontres de jeunes à Vichy. Contrairement à ce qu'on pourrait penser, l'histoire des lieux n'était généralement pas utilisée comme support pédagogique ni même évoquée. Interrogée sur les raisons de cette tendance, une animatrice du BILD nous répondit que « *le but, c'est de construire l'avenir. C'est pas bien de vivre sur l'histoire* » [14]. Il s'agissait, semble-t-il, d'un point de vue largement partagé. Ce témoignage de B. Müller [15] illustre cette idée :

> J'ai eu l'occasion d'observer une rencontre entre deux villes jumelées, une petite ville de Normandie et un village de Bavière. Cette rencontre avait lieu dans ce village en Bavière. Je me suis rendu compte que ce village avait abrité pendant la guerre l'annexe d'un camp de concentration. Il en restait quelques parties. Il y avait aussi un cimetière où des juifs avaient été enterrés après la guerre. J'ai demandé si cette histoire a joué ou joue un rôle dans les rencontres. J'ai constaté que ce lieu de mémoire n'y jouait aucun rôle. C'était un jumelage très ancien. Il y avait des gens qui venaient pour la quinzième fois à cette rencontre. Mais on n'avait jamais pensé à intégrer cet épisode historique aux rencontres car on considérait que cela aurait pu porter atteinte à l'harmonie de la relation. L'adjoint au maire qui organisait cette rencontre et qui était une personne très engagée dans ce jumelage, avait dans son groupe plusieurs personnes qui avaient été envoyées en Allemagne pendant la guerre dans le cadre du STO. Il a pourtant choisi de ne jamais introduire cet élément dans les rencontres. [...] On avait ce lieu de mémoire mais il n'était pas question de l'intégrer aux rencontres. [16]

Nous avons écrit plus haut que l'idéologie de la réconciliation s'apparente à un discours au sens de M. Foucault. On constate en effet qu'elle était portée par un ensemble « d'énoncés » caractéristiques. De nombreux textes de l'époque stipulaient par exemple qu'il importe de « *rester dans le réel, dans le concret, en s'attachant à des problèmes d'actualité* » [17]. D'autres mettaient en avant les idées d'harmonie ou d'absence de conflit. Un ancien agent de l'Office se souvient par exemple que l'OFAJ avait un mot d'ordre à ses débuts – « *Nous sommes les meilleurs amis du monde* » – et un programme de travail « *Nous allons réfléchir sur le thème 'pourquoi sommes-nous les meilleurs amis du monde ?'* » [18]. Dans le cadre de cette formation discursive, les références au passé conflictuel franco-allemand étaient proscrites car elles risquaient de briser l'entente entre les participants.

Un « personnage » joua un rôle particulier dans la naturalisation de ce discours : la « jeunesse ». Pierre Bourdieu a un jour écrit que « la jeunesse n'est qu'un mot » (Bourdieu 1980). À travers cette expression, il entendait souligner que cette catégorie sociale se voit affublée d'attributs très variables en fonction des époques ou des contextes sociaux. Dans l'espace franco-allemand des rencontres de jeunes, les jeunes étaient présentés comme des êtres essentiellement ou naturellement tournés vers l'avenir. On retrouve par exemple cette idée dans un discours prononcé par le ministre français des affaires étrangères Maurice Couve de Murville lors du dixième anniversaire de l'OFAJ en 1973 : « *il est évident que puisqu'il s'agissait d'oublier le passé et de bâtir un avenir tout à fait différent, que la jeunesse était directement concernée* » [19]. À cette conception de la jeunesse comme « âge de la vie » s'ajoutait une théorie de la jeunesse comme « génération » : les jeunes n'ont pas connu la guerre ; « *leurs cerveaux sont tous neufs* » [20] ; ils n'ont donc que faire de ces vieilles querelles ! [21] Ces deux représentations de la jeunesse (comme génération et comme âge de la vie) alimentaient l'idée qu'il était inutile de travailler les représentations historiques. Pourquoi remuer ces vieilles querelles si « *la jeunesse n'a pas de frontière* » [22], si « *Aujourd'hui, tous les jeunes se ressemblent* » [23], ou si la jeunesse constitue « *une Internationale de fait* » [24] ?

Les éléments qui précèdent pourraient donner l'image d'un discours absolument hégémonique qui n'aurait laissé aucune place à la pédagogie du travail de mémoire. Il importe en réalité de nuancer le propos d'un point de vue spatial et chronologique. Pour commencer, certaines associations partenaires de l'Office franco-allemand pour la jeunesse organisèrent, malgré ce cadre discursif, un certain nombre de rencontres sur la mémoire. On peut citer, à titre d'exemple le *Aktion*

Sühnezeichen Friedendienst [25], les *Deutche Kriegsgräberfürsorgue* [26] ou encore l'association « Réconciliation au-dessus des tombes » dont la vocation était, précisément, d'inviter les jeunes à réfléchir sur les enseignements à tirer des guerres et des pages peu glorieuses de leurs histoires nationales. Ces associations demandèrent et obtinrent parfois des subventions de l'Office franco-allemand pour la jeunesse.

En ce qui concerne la chronologie, il importe de souligner qu'une inflexion se produisit à la fin des années quatre-vingt. En 1985, un premier texte officiel produit par la direction de l'Office précisait que, « *pour ne pas rester superficielle, la coopération franco-allemande doit s'intéresser à la culture, l'économie, la politique et l'histoire, afin que le partenaire soit accepté et compris dans sa différence* » [27]. En 1988, l'OFAJ lança également un appel à candidature pour un stage de formation à l'animation sur le thème de « l'histoire dans les manuels scolaires » [28]. L'idéologie de la réconciliation fut ensuite largement remise en cause au cours des années 1990 suite à la mobilisation, dans ce champ social, de quelques militants du travail de mémoire. Nous avons évoqué plus haut les initiatives de l'universitaire Michel Cullin. Ce dernier fut nommé Secrétaire général adjoint de l'Office franco-allemand pour la jeunesse en 1999. Il lança un programme d'action visant à organiser des rencontres sur des lieux de mémoire des crimes de la Seconde guerre mondiale (camps de concentration, camps d'internements...). Il publia par ailleurs de nombreux articles pour dénoncer cette « idéologie de la réconciliation ». Ce travail de remise en cause de l'idéologie de la réconciliation fut bien accueilli par l'ensemble des acteurs de ce champ social : gouvernements, pédagogues, organisateurs de rencontres et jeunes. Il est vrai que le contexte qui avait donné naissance à ce discours avaient entre temps évolué.

Un contexte mémoriel peu favorable au « travail de mémoire » ?

Nous avons vu plus haut que les échanges franco-allemands de jeunes baignèrent dans une idéologie proscrivant un travail pédagogique explicite sur l'histoire. Quand on les interroge, les témoins de cette histoire mettent en avant le « contexte mémoriel » de l'époque pour expliquer ce fait. Stéphane Hessel [29] – qui fut administrateur de l'Office franco-allemand pour la jeunesse – nous a par exemple expliqué que « *la notion de mémoire, et l'importance de la mémoire, est apparue [...] vingt ou trente ans après la guerre. Au début, le souci essentiel était de faire se rencontrer des jeunesses qui ne s'étaient pas rencontrées et qui s'étaient opposées complètement l'une à l'autre. Et donc les rencontres étaient d'autant plus fructueuses qu'on parlait de l'avenir et pas du passé* » [30]. Cette remarque incite à s'interroger sur le poids du « contexte mémoriel » dans la genèse et l'institutionnalisation du discours exposé plus haut. Peut-on replacer l'idéologie de la réconciliation dans une histoire des mémoires collectives françaises et allemandes ?

On dispose aujourd'hui de nombreuses études sur l'histoire de la mémoire collective. Les plus intéressantes pour notre propos sont celles qui traitent de l'héritage de ce qu'il convenait de dépasser : les souvenirs et les préjugés hérités de la Seconde guerre mondiale. Si l'on se réfère à la chronologie proposée par H. Rousso, on se trouvait, au moment du lancement de cette politique d'éducation,

en pleine période du « *refoulement* » des responsabilités françaises dans les crimes de la Seconde guerre mondiale (Rousso 1990). L'auteur note plus précisément que les années 1964-1965 – qui correspondent au lancement de cette politique – sont un moment important dans l'histoire de la mémoire de la Seconde guerre mondiale et de Vichy. Libéré du fardeau de la guerre d'Algérie, de Gaulle se lança à cette époque dans une intense politique de réaffirmation des mythes nationaux : « *tandis que la mythologie résistancialiste se délite à droite, elle va prendre en revanche, juste après la crise algérienne, le statut d'une mémoire dominante, à vocation nationale, dont on peut situer l'apogée en 1964. Plus que jamais, une fois calmées les réminiscences désordonnées de 1958-1962, le rappel des pages noires de l'Occupation redevient tabou* » (Rousso 2001 : 409). Le contexte au moment du lancement de cette politique de rencontres de jeunes était donc bien spécifique : la mémoire de la Seconde guerre mondiale était très vivante mais distordue dans un sens mythologique et nationaliste par la mémoire officielle.

Les travaux de Peter Reichel ou de Norbert Frei sur l'histoire de la mémoire de la Seconde guerre mondiale en Allemagne conduisent à un diagnostic voisin sur un point essentiel : le grand mouvement de remise en cause des mythes de disculpation hérités de l'immédiat après-guerre n'avait pas encore eu lieu au début des années 1960 (Frei 1996 ; Reichel 2001). Au « résistancialisme » français faisait alors écho un certain nombre de récits et de représentations exonérant la majorité des Allemands d'un travail sur leurs responsabilités pendant la guerre. Un mythe solide faisait par exemple de Hitler et d'une clique de dignitaires nazis comploteurs les seuls responsables de la catastrophe (Kershaw 2006). Selon ce récit, le citoyen allemand n'avait pas été nazi, ou alors contre ses aspirations profondes, manipulé en quelque sorte.

La politique de rencontres de jeunes qui nous intéresse est donc née dans ce contexte du début des années 1960, à un moment où les mémoires collectives françaises et allemandes étaient très formatées par les mythes nationaux. On comprend, dans ces conditions, pourquoi les pères fondateurs de l'Office franco-allemand pour la jeunesse n'ont pas axé cette politique sur le thème du « travail de mémoire ». Au moment du lancement de cette politique, en 1963, les représentations historiques des jeunes Français et Allemands étaient très éloignées les unes des autres (Bourdet 1966). De nombreux pédagogues purent donc estimer de manière pragmatique que le meilleur moyen de dépasser l'héritage du passé conflictuel n'était pas « d'ouvrir les plaies et de mettre les doigts dedans » [31]. On invita donc logiquement les jeunes à se « tourner vers l'avenir » et à « oublier ces vieilles querelles ».

Cette explication « par la mémoire » fonctionne-t-elle aussi pour les périodes suivantes ? L'enquête révèle en réalité que l'Office franco-allemand pour la jeunesse fut incapable de suivre les deux sociétés quand celles-ci commencèrent à remettre en cause les mythes historiques évoqués plus haut. Un épisode micro-historique illustre cette idée : l'affaire Beate Klarsfeld.

Beate Klarsfeld et son mari Serge Klarsfeld sont aujourd'hui connus pour leur travail de déconstruction des mythes de disculpation construits par les sociétés française et allemande au lendemain de la guerre. La gifle que Beate Klarsfeld adressa le 7 novembre 1968 au chancelier allemand Kurt Georg Kiesinger pour protester

publiquement contre le fait qu'un ancien nazi accédât à ce niveau de responsabilité est restée dans les mémoires. Ce geste fut un moment fort du débat public ouvert par les jeunes « Achtundsechsiger » (soixante-huitards) allemands sur le rapport au passé de la société allemande. Beaucoup ont également en mémoire que son militantisme conduisit Beate Klarsfeld aux quatre coins du globe pour y dénoncer la présence tranquille de certains bourreaux nazi comme Klaus Barbie [32]. On oublie en revanche que cette carrière militante commença un peu plus tôt, en septembre 1967, alors que B. Klarsfeld occupait un emploi de secrétaire à l'Office franco-allemand pour la jeunesse.

Cette histoire débuta avec la publication d'un article dans le journal *Combat* dans lequel Beate Klarsfeld critiquait l'élection à la chancellerie de Kurt Georg Kiesinger [33]. Cette tribune libre n'était ni radicale ni véritablement originale. Le passé de K. G. Kiesinger était connu. On savait qu'il avait été membre du parti nazi de 1933 à 1945 et qu'il avait exercé des responsabilités relativement importantes au sein de l'appareil d'État en tant que chef de bureau adjoint dans le service de la propagande à l'étranger de Ribbentrop. En 1966, Günther Grass avait publié dans la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* une lettre ouverte retentissante à ce propos [34]. K. Jaspers avait décidé de manière plus tonitruante encore de rendre son passeport allemand après avoir émigré en Suisse. Un débat public existait donc sur l'opportunité de l'accession d'un ancien nazi au poste de chancelier. Dans son article, B. Klarsfeld précisait d'ailleurs bien que *« ce n'est ni la haine contre Kiesinger, ni une fascination morbide du passé et encore moins le désespoir qui m'animent »* [35]. Pourtant, cet article suscita l'hydre de la direction de l'OFAJ et B. Klarsfeld fut immédiatement renvoyée pour « faute grave » de son poste de secrétaire à l'OFAJ.

Cet épisode micro-historique est intéressant car il nous renseigne sur l'incapacité de l'Office franco-allemand pour la jeunesse à suivre les deux sociétés dans leurs remises en cause des mythes de l'après Seconde guerre mondiale. Les Klarsfeld débusquèrent par exemple plusieurs anciens nazis dans les instances dirigeantes de l'OFAJ, parmi lesquels quelques « *gros poissons* » [36]. Ce fait n'est évidemment pas étonnant quand on sait que le NSDAP comprenait 9 millions de membres en 1945. Ces anciens nazis furent cependant remplacés sans que cela suscitât de véritable débat en interne. Le cas le plus emblématique est celui de Walter Hailer, un ancien cadre du parti nazi, nommé à l'OFAJ par… K.G. Kiesinger alors qu'il était ministre-président du Bade-Württemberg. W. Hailer fut chargé par le Conseil d'administration d'instruire du côté allemand le recours concernant le renvoi de Beate Klarsfeld. Les Klarsfeld découvrirent également la présence au conseil d'administration de l'OFAJ de Fritz Rudolf Artl, un ancien colonel SS, idéologue de la question juive et condamné par contumace pour crimes de guerre en Pologne et en Union Soviétique. B. Klarsfeld écrivit à ce propos qu'*« il n'y eut aucun scandale. Aucun des employés ne fut informé qu'un criminel nazi de la pire espèce était un des dirigeants de l'Office. Je pouvais apprécier la différence de traitement entre Artl et moi »* [37]. Parmi les autres anciens nazis du Conseil d'administration de l'OFAJ on peut citer les cas de Karl Kuno, représentant du ministère des Affaires étrangères, qui fut membre des SA et de la section politique du ministère de Ribbentrop, ou encore Luitpold Werz, entré au parti nazi le 1er octobre 1934 (Klarsfeld 1972).

Cette affaire est restée un sujet tabou à l'OFAJ et, plus généralement, dans l'espace franco-allemand des échanges de jeunes.

Nous nous sommes interrogés dans cette section sur la dimension culturelle de l'idéologie de la réconciliation. L'enquête a révélé que l'Office franco-allemand pour la jeunesse a effectivement vu le jour en 1963 dans un contexte mémoriel peu favorable au travail de mémoire. Les deux sociétés étaient travaillées par des mythes nationaux et ce contexte n'était pas favorable à un travail collectif sur les représentations. On ne saurait cependant pousser trop loin cette explication. En effet, l'affaire Beate Klarsfeld illustre le fait que l'espace franco-allemand des rencontres de jeunes ne suivit pas les deux sociétés quand celles-ci remirent en cause les mythes issus de la Seconde guerre mondiale. Ces éléments suggèrent que des facteurs – extra-culturels – jouèrent peut-être un rôle dans la genèse et l'institutionnalisation de l'idéologie de la réconciliation. Nous les explorons dans la section suivante.

Un discours alimenté par l'enjeu de la Guerre froide

Le contexte politique joua également un rôle dans la genèse et l'institutionnalisation de l'idéologie de la réconciliation. Comme toutes les politiques publiques, celle-ci est le fruit d'une agrégation d'intérêts divers qui contribuèrent à en déterminer le sens (Jobert 1992 ; Lascoumes 1994 ; Palier 2003). Nous avons relaté dans d'autres articles ou ouvrages la multiplicité des significations investies dans cette action publique (Delori 2008 ; Delori 2009). Aussi nous contenterons nous ici de mentionner celle qui éclaire la genèse de l'idéologie de la réconciliation : la représentation des rencontres comme symbole du renouveau démocratique de l'Allemagne de l'Ouest.

U. Pfeil a mis en évidence, dans son étude sur la RDA et la France, toute l'importance du contexte de la Guerre froide dans le développement des rencontres franco-(ouest)allemandes de jeunes au cours des années 1950 (Pfeil 2004). Ce contexte explique par exemple l'organisation par la France – avec le soutien de fondations écrans de la CIA [38] – des rencontres de la Loreley [39] en 1951. Présentées comme le signe de l'aspiration des jeunes à la construction d'une Europe unie, ces rencontres étaient en réalité une réponse au festival mondial de la jeunesse organisé à Berlin Est la même année.

L'analyse révèle que cet enjeu s'exacerba au tournant des années 1950 et 1960 suite au lancement par la RDA d'une offensive idéologique en direction de la jeunesse française. En 1961, les « Échanges Franco-Allemands » (une association culturelle française dominée par les communistes) et l'association Est-allemande « France-RDA » conclurent un « pacte d'amitié » dans le but d'accroître les échanges culturels entre les deux pays. L'accord ne portait pas exclusivement sur les jeunes, mais, d'après un observateur de l'époque, les questions de jeunesse constituaient bien « *l'aspect du pacte d'amitié […] le plus important* » [40]. Les diplomates ouest-allemands s'inquiétèrent rapidement de la croissance des échanges culturels entre les jeunes Français et Allemands de la « *zone d'occupation soviétique* » [41].

Les rencontres de jeunes organisées par la RDA baignaient dans une idéologie internationaliste et antifasciste où l'appel au devoir de mémoire était un leitmotiv.

On peut citer à ce propos cet extrait d'un protocole d'accord, signé en 1967, entre les Échanges Franco-Allemands et leur association jumelle berlinoise :

> Pour être vraie et durable, la réconciliation franco-allemande doit avoir comme base l'aspiration commune des peuples à la paix. [Pour ce faire] doit être conservé le souvenir des crimes commis par les nazis pendant la seconde guerre mondiale, afin qu'ils ne se renouvellent pas. [...] Des antifascistes allemands, qui luttèrent activement côte à côte avec les peuples de la coalition anti-hitlérienne, au cours de la seconde guerre mondiale, non seulement exercent une influence décisive sur le développement de la République démocratique allemande, mais ont aussi éduqué la jeune génération dans l'esprit de l'antifascisme, contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples. [42]

Dans ce contexte, les rencontres sur les lieux de mémoire des crimes de la Seconde guerre mondiale donnaient souvent lieu à des manifestations favorables à la RDA. Ce fait incita les autorités de Bonn, et l'Office franco-(ouest)allemand pour la jeunesse à éviter ce type de rencontres. L'association Leo Lagrange, située à l'époque à la gauche de la SFIO, et les Falken (faucons) de Berlin, de la même tendance idéologique sur la scène politique ouest-allemande, se proposèrent par exemple en 1964 de réaliser une manifestation du souvenir à Oradour-sur-Glane. La direction de l'OFAJ les en dissuada [43]. Saisis de ce dossier, les ministères français et ouest-allemands des Affaires étrangères proposèrent le camp de concentration de Struthof, jugé moins sensibles, « *sous réserve que, l'observation du silence s'imposant dans ce Haut Lieu, aucun discours ne devait être prononcé aussi bien dans l'enceinte qu'aux abords du camp* » [44].

D'une manière plus générale, ne pouvant rivaliser avec la RDA sur la captation de l'héritage héroïque de la Seconde guerre mondiale, le gouvernement de Bonn chercha à mettre en avant un autre récit : celui du renouveau pacifique et démocratique de l'Allemagne (de l'Ouest). La jeune génération, personnage clef de ce récit, était alors présentée comme le symbole de cette « Allemagne nouvelle ». Les associations culturelles françaises financées par l'ambassade d'Allemagne furent invitées à relayer ce discours. On pense, par exemple, au Comité Français d'Échanges avec l'Allemagne Nouvelle animé par A. Grosser ou au Bureau International de Liaison et de Documentation fondé par J. du Rivau. Au niveau des rencontres, ce récit contribua à la construction de l'image de la jeunesse évoquée plus haut : celle d'un groupe social dépourvu de tout préjugé historique et fraternisant avec son homologue français au premier regard. Cette représentation du sens des rencontres franco-allemandes de jeunes ne laissait évidemment guère de place au travail de mémoire.

Il est difficile d'évaluer l'efficacité des slogans promus par l'OFAJ du point de vue de l'objectif poursuivi : signifier que la RFA, aujourd'hui réconciliée avec la France, était la seule véritable « Allemagne nouvelle ». Les archives de la RDA prouvent cependant que l'offensive discursive franco-ouest/allemande ennuya profondément les autorités de la RDA. En décembre 1963, un fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères de Berlin-Est s'inquiétait de la croissance des bonnes opinions en France à l'égard de la RFA. Le problème provenait selon lui de la symbolique déployée par l'OFAJ : « *Une chose joue un rôle important dans la mystification de la population : le slogan de ce qu'on appelle la 'réconciliation', de l'oubli du passé* » [45]. De fait, l'idéologie de la réconciliation s'institutionnalisa. Comme nous l'avons vu dans la première section, elle ne fut remise en cause qu'à la fin des années 1990, c'est-à-dire au moment de la chute du mur de Berlin.

Cet article avait pour objectif de mesurer la place de l'histoire et du « travail de mémoire » dans les politiques franco-allemandes d'éducation à la cause de la paix. Pour ce faire, nous avons focalisé notre attention sur ce qui fut longtemps considéré comme le fleuron de la réconciliation entre les deux pays : la mise en relation sur une large échelle (plusieurs centaines de milliers chaque année) des jeunes Français et Allemands. L'enquête a révélé que pendant environ quarante ans, les enseignants et les responsables des associations de jeunesse qui organisaient ces rencontres ont invité les jeunes à se « tourner vers l'avenir » et à « oublier ces vieilles querelles ». Ce principe pédagogique contraste avec l'idée que nous nous faisons, aujourd'hui, des politiques d'éducation à la cause de la paix. Il se comprend toutefois dans le contexte mémoriel et politique qui donna naissance à cette politique. En ce qui concerne la mémoire, l'Office franco-allemand pour la jeunesse vit le jour en 1963, c'est-à-dire à une époque où les deux sociétés n'avaient pas débuté le travail de déconstruction des mythes nationaux. Ce contexte rendait a difficile un travail binational sur la mémoire. L'idéologie de la réconciliation doit ensuite être replacée dans le contexte politique de la Guerre froide. Les rencontres franco-allemandes de jeunes n'avaient pas seulement pour mission de transformer les mentalités héritées du passé. Elles devaient aussi symboliser l'harmonie des rapports franco-allemands et le renouveau démocratique et pacifique de la RFA. Cet enjeux ne laissait guère de place au « travail de mémoire ».

Ce constat invite à nuancer la thèse de l'exemplarité du cas franco-allemand en matière de travail de mémoire. Comme l'a montré V. Rosoux, les gouvernements des deux pays sont certes allés très loin en matière de symbolique du travail de mémoire. Pensons, par exemple, à la cérémonie de Verdun en 1984 quand le chancelier Kohl et le président Mitterrand se prirent la main devant l'ossuaire de Douaumont (Rosoux 2002). Il est par ailleurs certains que les images et les récits nationalistes ont été expurgés des manuels d'histoire après la Seconde guerre mondiale (un processus qui a connu son apogée avec le lancement du manuel d'histoire franco-allemand en 2006). Ce travail de mémoire n'a cependant pas connu de traduction au niveau des échanges culturels franco-allemands. Pour les raisons historiques évoquées plus haut, ces échanges ont baigné pendant des décennies dans une idéologie en résonance avec cette maxime de Lamo de Espinoza : « mieux vaut l'oubli que le pardon » [46].

Bibliographie

Bourdet, Yvon(1966), *Préjugés français et préjugés allemands*. Paris, OFAJ.

Bourdieu, Pierre (1980), *La jeunesse n'est qu'un mot. Questions de sociologie*. Paris, Minuit, 143-154.

Brass, Ewald (1996), *Esquisse pour un changement de cap. La pédagogie des rencontres interculturelles*. Colin, L. and B. Müller. Paris, Economica, 229-292.

Cullin, Michel (1996), *L'idéologie des rencontres et des centres de vacances. La pédagogie des rencontres interculturelles*. Colin, L. and B. Müller. Paris, Anthropos.

Defrance, Corine et Krebs, Gilbert et *al.* (2008), *Les jeunes dans les relations franco-allemandes. L'Office franco-allemand pour la jeunesse (1963-2008)*. Paris, Sorbonne nouvelle (OFAJ).

Defrance, Corine et Pfeil, Ulrich (2007), *Au service du rapprochement franco-allemand. Dialogue d'historiens de part et d'autre du Rhin. L'Europe et ses passés douloureux*. Mink, G. and L. Neumayer. Paris, La Découverte, 91-103.

Delori, Mathias (2008), *De la réconciliation franco-allemande à la 'guerre des dieux'. Analyse cognitive et discursive d'une politique publique de socialisation à la cause de la paix : l'Office franco-allemand pour la jeunesse*. Thèse de doctorat de science politique. Université Pierre Mendès France. 23 juillet 2008. Lille, Presses de l'ANRT.

Delori, Mathias (2009), *Deutsch-französisches Jugendwerk. Handwörterbuch der deutsch-französischen Beziehungen*. Kufer, A., I. Guinaudeau and C. Premat. Berlin, NOMOS, 46-49.

Delori, Mathias (2012), *L'Office Franco-Allemand pour la Jeunesse. Analyse cognitive d'une politique publique de réconciliation*. Paris, L'Harmattan.

Eberhard Harribey, Laurence (2002), *L'Europe et la jeunesse. Comprendre une politique européenne de jeunesse au regard de la dualité institutionnelle Conseil de l'Europe/Union Européenne*. Paris, L'Harmattan.

Foucault, Michel (1969), *Archéologie du savoir*. Paris, Gallimard.

Foucault, Michel (1975), *Surveiller et punir*. Paris, Gallimard.

Frei, Norbert (1996), *Vergangenheitspolitik. Die Anfänge der Bundesrepublik und die NS-Vergangenheit*. München, Beck.

Jobert, Bruno (1992), « Représentations sociales, controverses et débats dans la conduite des politiques publiques ». Revue Française de Science Politique 42-2, 219-234.

Kershaw, Ian (2006), *Le mythe Hitler : image et réalité sous le IIIe Reich*. Paris, Flammarion.

Klarsfeld, Beate (1972), *Partout où ils seront*. Paris, Éditions et publications Premières.

Kotek, Joël (1998), *La jeune garde : entre KGB et CIA, la jeunesse mondiale, enjeu des relations internationales, 1917-1989*. Paris, Seuil.

Lascoumes, Pierre (1994), *L'éco-pouvoir. Environnement et politiques*. Paris, La Découverte.

Lascoumes, Pierre et Le Galès, Patrick (2004). *L'action publique saisie par ses instruments. Gouverner par les instruments*. Lascoumes, P. and P. Le Galès. Paris, Presses de Science Po, 11-46.

Ménudier, Henry (1988), *L'Office franco-allemand pour la Jeunesse. Une contribution exemplaire à l'unité de l'Europe*. Paris, Armand Colin.

Muller, Pierre (2000), « L'analyse cognitive des politiques publiques : vers une sociologie politique de l'action publique ». Revue francaise de science politique 50 (2), 189-207.

Palier, Bruno (2003), *Les instruments, traceurs du changement. Gouverner par les instruments*. Lascoumes, P. and P. Le Galès. Paris, Presses de Science Po, 273-300.

Pfeil, Ulrich (2004), *Die anderen deutsch-französische Beziehungen. Die DDR und Frankreich 1949-1990*. Köln, Böhlau Verlag.

Reichel, Peter (2001), *Vergangenheitsbewältigung in Deutschland : die Auseinandersetzung mit der NS-Diktatur von 1945 bis heute*. München, Beck.

Riemenschneider, Rainer (2007), *Un manuel scolaire peut-il être pluri-national ? L'exemple du Manuel d'histoire franco-allemand. Les manuels scolaires, miroirs de la nation ?* Verdelhan-Bourgade, M., B. Bakhouche, P. Boutan and R. Étienne. Paris, L'Harmattan, 75-86.

Rosoux, Valérie (2002), *Les usages de la mémoire dans les relations internationales : le recours au passé dans la politique étrangère de la France à l'égard de l'Allemagne et de l'Algérie de 1962 à nos jours*. Bruxelles, Édition Bruylant.

Rousso, Henry (1990), *Le syndrome de Vichy de 1944 à nos jours*. Paris, Seuil.

Rousso, Henry (2001), *Vichy : l'événement, la mémoire, l'histoire*. Paris, Gallimard.

Vaillant, Jérôme (1981), *La dénazification par les vainqueurs. La politique culturelle des occupants, 1945-1949*. Lille, Presses universitaires de Lille.

Veyne, Paul (2008), *Foucault, sa pensée, sa personne*. Paris, Albin Michel.

Notes

1. Publié en trois tome, chez Nathan et Ernst Klett à partir de 2006.
2. Entretien avec l'auteur.
3. Archives du ministère des affaires étrangères, Paris, séries Y et Z ; archives du ministère de la jeunesse, Centre des archives nationales, Fontainebleau ; archives du ministère de l'éducation nationale, Centre des archives nationales, Fontainebleau.
4. Archives du ministère des affaires étrangères, Archiv des Auswärtigen Amt, Berlin ; archives du ministère fédéral de la jeunesse, Bundesarchiv, Coblence.
5. En particulier les archives de la Freie Deutsche Jugend, l'organisation de jeunesse du parti communiste : Stiftung Archiv der Parteien und Massenorganisationen der DDR im Bundesarchiv (SAPMO), Berlin Lichterfelde. Il apparaîtra dans la suite du texte que la genèse de l'OFAJ fut traversée par un enjeu issu de la Guerre froide : la lutte d'influence entre les deux Allemagnes. Le régime de Pankow observa donc de près cette histoire.
6. L'Office franco-allemand pour la jeunesse a conservé la plupart des documents qu'il a produit, en particulier les rapports des organisateurs de rencontre sur le contenu de celles-ci. On trouve également dans les archives de l'OFAJ un fonds intéressant regroupant l'ensemble des articles de presse dans lesquels on évoque ses activités ou son actualité. Ces archives se trouvent dans les bureaux de l'OFAJ à Berlin.
7. Ewald Brass a dirigé le bureau en charge de la recherche à l'OFAJ de 1974 à 1996. Il a donc participé à la critique de l'approche dominante des échanges de jeunes. Il ne fait cependant pas partie de ceux qui ont porté l'émergence de la problématique du travail de mémoire. Sa critique du caractère ahistorique des échanges n'est donc pas celle d'un acteur engagé.
8. Cullin, M. (2000), « Résistance : la double mémoire ». In : Libération, 17 juillet 2000 ; Cullin, M. (2001) « Vivre une république européenne et sociale ». In : Libération, 14 juin 2001 ; Cullin, M. (2003) « Échanges entre jeunes et citoyenneté européenne ». In : Libération, mardi 21 janvier 2003 p. 6 ; Cullin, M. (2004) « Le devoir de mémoire et de réconciliation ». In : Libération, 10 juin 2004, 7178.
9. Rudolf Herrmann, entretien, Paris, 31.05.02.
10. Gilles Tissot, entretien, Paris, 30.5.02.
11. OFAJ/DFJW – *Directives/Richtlinien* – 1969, 46 p.
12. Gilles Tissot, entretien, Paris, 30.5.02.
13. Bureau International de Liaison et de Documentation.
14. Entretien avec une animatrice du BILD, 30.4.02.
15. B. Müller est enseignant chercheur en sciences de l'éducation. Il a effectué de nombreuses observations participantes dans des rencontres organisées par l'OFAJ.
16. Burkhard Müller, entretien, Berlin, 13.5.02.
17. « L'Office franco-allemand pour la jeunesse » (1972), In : *Les dernières nouvelles d'Alsace*, 30,10.72.
18. Gilbert Casasus, Conférence donnée à Minsk lors d'une rencontre franco-germano-bélarusse. Université franco-bélarusse, le 19 juin 2002.
19. Couve de Murville (1978), « Maurice Couve de Murville, Ministre des Affaires étrangères au moment de la création de l'OFAJ ». In : OFAJ, *Quinze ans d'Office Franco-Allemand pour la Jeunesse : 1963-1978*. Bad Honnef, OFAJ, p. 15.
20. Cette expression, citée plus haut, apparaît dans un article non-signé d'un numéro spécial de la revue *Documents* consacré à l'OFAJ : « La jeunesse française et l'Europe » (1963), In : *Documents, revue des questions allemandes*, Mai-juin 1963, 3, pp. 46-51. Sur la distinction entre ces deux représentations de la jeunesse (comme âge de la vie et comme génération), voir : Galland (1997) *Sociologie de la jeunesse*. Paris, Armand Colin.
21. Josef Winkelheide, directeur de la Gesellschaft für Übernationale Zusammearbeit, In : *Documents, revue des questions allemandes*, 1974, n° 4, p. 157.
22. FNT, – « Jugend über die Grenze » – In : *Die Frankfurter Nachtausgabe*, 14.10.76.
23. Cullin Michel, – « L'idéologie des rencontres et des centres de vacances » – In : Colin Lucette, Müller Burkhard, La pédagogie des rencontres interculturelles, Paris, Anthropos, p. 111.
24. Massu Jacques, – « La jeunesse française face à la jeunesse allemande. Force les à bâtir une tour et tu en feras des frères » – In : *Le Soir, Bruxelles*, 20.11.70.
25. Littéralement « Action signe d'expiation, service pour la paix ». Association fondée en 1958 par un pasteur protestant traumatisé par la question de la culpabilité allemande : Lothar Kreissig. Cette association, qui existe encore aujourd'hui, envoyait ses jeunes volontaires Allemands en France effectuer un « geste de réconciliation » tel que la reconstruction d'un monument détruit pendant la guerre, une action humanitaire en direction des victimes, etc.).
26. Fédération populaire pour l'entretien des tombes de guerres.
27. OFAJ/DFJW, – *Rencontres franco-allemandes de jeunes, préparation, réalisation, évaluation* – Bad Honnef, OFAJ/DFJW, 1985, 64 p., point n° 5.
28. OFAJ, – « Communiqué, 25.08.88 » – Archives du bureau IV.
29. Stéphane Hessel (né en 1917) est un diplomate français et militant engagé de diverses causes humanitaires, notamment pour les sans-papiers et les sans-logis. Il est né allemand et obtint la nationalité française en 1937. Il est aussi le fils de Franz et Helen Hessel qui inspirèrent le roman *Jules et Jim* de Henri-Pierre Roché. Il gagna Londres en 1941, fut arrêté par la Gestapo en 1944 et déporté. S. Hessel participa après la guerre à la rédaction de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Il travailla également dans le cabinet de Pierre Mendès France et

fut le principal animateur du Club Jean Moulin. Il siégea par deux fois au Conseil d'administration de l'OFAJ, d'abord en 1963 en tant que représentant du ministère de l'Éducation nationale (où il était détaché) puis entre 1998 et 2003 comme « personnalité qualifiée ».

30. Entretien avec l'auteur.

31. Entretien avec un ancien animateur de rencontres.

32. Klaus Barbie (1913-1991) : ancien chef de la Gestapo à Lyon, condamné pour crime contre l'humanité en France en 1987.

33. Klarsfeld (1967), « Le sommeil trouble de l'Allemagne ». In : *Combat*, 21.7.67.

34. Grass (1966), « Offener Brief an Kurt Georg Kiesinger vor seiner Wahl zum Bundeskanzler ». In : *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 1er décembre. Article qui trouva un certain écho en France : Schmitt (1966), « Un Nazi pour la jeunesse ». In : *Témoignage Chrétien*, 6.1.1966.

35. Klarsfeld (1967), « Le sommeil trouble de l'Allemagne ». In : *Combat*, 21.7.67.

36. Entretien avec Serge Klarsfeld.

37. Marseillaise (1966), « Un ex-officier SS retiré de l'Office franco-allemand pour la jeunesse ». In : *La Marseillaise*, 1.4.1966.

38. Entretien avec J. Moreau. Sur le financement par la CIA des grandes organisations de jeunesse occidentales, voir : Kotel, Joël (1998), *La jeune garde : entre KGB et CIA, la jeunesse mondiale, enjeu des relations internationales, 1917-1989*. Paris, Seuil.

39. Ces rencontres se déroulèrent sur 5 périodes de 10 jours du 20 juillet au 6 septembre 1951 sur le rocher de la Loreley, près de Coblence. Elles regroupèrent quelques 14 000 participants, auxquels il convient d'ajouter 22 000 visiteurs. Les Allemands et les Français constituaient la majorité mais à peu près toutes les nations de l'Europe occidentale furent représentées.

40. MAE, service Europe centrale, note pour le Cabinet du ministre, au sujet d'une lettre de M. Henri Laugier, président-délégué des « Échanges franco-allemands », 22.12.61, J. Mille. Europe, RDA, 1961-1970, 192.

41. « *Die in den letzten Monaten Beobachteten verstärkten kommunalpolitischen Beziehungen zwischen Frankreich und der SBZ wurden in letzter Zeit aktiviert durch den Aufenthalt zahlreicher Jugendlicher und Ferienkinder aus Frankreich in der SBZ* ». Politisches Archiv des Auswärtigen Amts, Europaabteilung, B24 474.

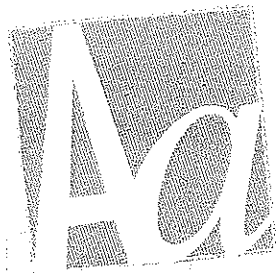
42. Protocole de coopération entre Échanges franco-allemands et Allemagne-France en RDA, 6.10.67. Archives du MAE, 46.

43. Jacobshagen (1964), « Radikale Jugendliche fischen im Trüben ». In : *Kölnische Rundschau*, pp. 6-3.1964.

44. Lettre du ministre des Anciens combattants et victimes de guerre au ministre des Affaires étrangères, Direction des Affaires politiques, sous-direction Europe centrale, 20 mars 1964. Archives du MAE, 1672

45. « *Eine wichtige Rolle bei der Irreführung der Bevölkerung spielt die Losung von der sogennante wiederaussöhnung, dem Vergessen der Vergangenheit* ». Politisches Archiv des Auswärtigen Amts, Berlin, MfAA 12090, Berlin, Leitungsinformation, 22.11.1963.

46. Lamo de Espinosa Emilio, – « Espagne : Mieux vaut l'oubli que le pardon » –. In : *Courrier International*, octobre 2001.



*Jean Mondot**

Le trop bref printemps de la première « amitié franco-allemande » avant 1914**

À Jochen Schlobach,
in memoriam

Les lecteurs du roman de Roger Martin du Gard, *Les Thibault*, n'ont sans doute pas oublié les dernières journées haletantes et fiévreuses de *L'Été 1914* qui voit les destins fictifs ou réels des individus et des peuples se confondre et se fondre dans le maelstrom irrésistible du début de la Première Guerre mondiale.

Ils se souviennent de cette visite du délégué de la social-démocratie allemande Hermann Müller [1] qui arrive à Paris après l'assassinat du leader socialiste français Jean Jaurès et qui, comme dans la réalité, ne pourra pas trouver un terrain d'entente avec ses camarades français. Ils se souviennent de la déception et du désespoir qui s'empare alors du militant internationaliste Jacques Thibault qui tente, seul, une ultime action pour empêcher le déclenchement des hostilités. Mais comme on le sait, vainement. Ainsi, cet été 1914 voit les peuples d'Europe s'engager dans un conflit généralisé malgré les espérances qui s'étaient amplifiées les années précédentes et les déclarations pacifistes qui s'étaient multipliées. Pourtant, évoquer seulement cette semaine tragique déforme les perspectives historiques et réduit les efforts de paix entrepris sincèrement et résolument des années auparavant à une illusion naïvement cultivée, voire sottement poursuivie. C'est renoncer à comprendre et ne pas rendre justice aux efforts entrepris.

Car ce délégué allemand qui venait à Paris pour sonder les intentions de ses camarades, était déjà venu en France. C'était en 1912 pour féliciter ses camarades français de leur succès aux élections parlementaires. Et d'autres avant lui et après lui avaient fait le voyage. Les deux partis s'étaient sérieusement rapprochés. Car c'est chez les socialistes français et allemands que la tragédie qui menaçait avait été le plus nettement perçue et donc redoutée. C'est aussi chez ces hommes que des tentatives nombreuses, insistantes, volontaires furent faites jusqu'au dernier moment pour empêcher l'irréparable. Ils échouèrent pour finir, on le sait, et la Première

* J. Mondot. Professeur émérite, Université de Bordeaux.

** Cet article est une version sensiblement remaniée d'une contribution intitulée *L'Émergence de l'amitié franco-allemande avant 1914, le trop court printemps d'une option d'avenir*, à paraître prochainement dans le volume d'hommage à Karl Heinz Götze.